



DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°3

LA COUTUME ET L'INTERPRÉTATION

En droit constitutionnel (comme en droit en général), il faut que deux conditions soient réunies pour parler de coutume.

- La première condition est matérielle et objective : la pratique doit être répétée pendant une durée assez longue (qui n'a pour autant jamais été définie).
- La deuxième condition est psychologique et subjective : la pratique doit donner le sentiment qu'elle est obligatoire (c'est ce qu'on appelle l'*opinio juris*).

Chacun appréciera le caractère relativement vague des conditions qui définissent la coutume, ce qui n'est d'ailleurs pas sans provoquer de nombreux débats, par exemple sur le nombre d'occurrences ou sur la durée d'une pratique avant qu'elle soit considérée comme coutumière. Certains juristes considèrent d'ailleurs qu'il ne peut y avoir de coutume en droit constitutionnel compte tenu de sa place au sommet de la hiérarchie des normes, mais l'histoire prouve le contraire.

Les contraintes constitutionnelles

On constate que les pratiques qui apparaissent avant de devenir coutumières sont généralement liées au contexte particulier qui les voit naître : il existe une norme constitutionnelle qui autorise une procédure... ce qui signifie qu'il est aussi permis de s'en abstenir. Et en fonction du choix des acteurs concernés, cette ouverture laisse la place à une coutume qui privilégie l'application de la procédure (qui devient ainsi « obligatoire) ou alors son affranchissement (et elle devient alors « interdite »).

Ce qui n'était qu'un choix d'opportunité devient ainsi une contrainte constitutionnelle, mais peut aussi être considéré comme une opportunité. Par exemple, l'article 11 de la Constitution française de 1958 a été utilisé à deux reprises pour une révision constitutionnelle, ce qui a permis à plusieurs auteurs et à un président de la République (François Mitterrand) de considérer que cette pratique avait donné naissance à une coutume.

On peut donc retenir qu'il n'y a pas de règle tant qu'il n'y a pas d'acte de volonté consistant à choisir entre deux options offertes. Et la « contrainte » réelle vient parfois d'un contexte politique particulier parfaitement ponctuel qui devient ensuite une contrainte juridique, un comble !

L'interprétation

Avant d'appliquer un texte juridique, il faut en déterminer la signification, c'est-à-dire ce qu'il exprime comme directive, comme autorisation ou comme interdiction. C'est qu'on appelle l'interprétation. Bien sûr, elle est superflue quand le texte est clair, mais ce n'est pas toujours le cas...

La nécessité d'interpréter un texte peut venir de trois raisons différentes :

- L'indétermination : un mot peut avoir plusieurs significations (« homme »), une formulation peut rester vague (« organisation des pouvoirs publics »), une expression peut demander d'être précisée (« une juste indemnité »).
- La signification : un texte exprime l'intention de ses auteurs, mais tous les auteurs ne sont pas forcément d'accord entre eux, ce qui peut poser des difficultés d'interprétation ou des querelles sur la prééminence d'un auteur par rapport aux autres.
- L'évolution des conceptions : l'appréciation des normes sociales évolue avec le temps et les changements sociaux, ce qui doit être pris en compte dans l'interprétation du droit (la notion d'égalité a part exemple beaucoup fluctué en deux siècles...).